

Brochure n° 3050

Convention collective nationale

IDCC : 1499. – **MIROITERIE**
(Transformation et négoce du verre)

■ *Journal officiel* du 23 mai 2009

**Arrêté du 18 mai 2009 portant extension d'un accord conclu dans le
cadre de la convention collective nationale de la miroiterie, de la
transformation et du négoce du verre**

NOR : MTST0911283A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1961 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 23 janvier 2008, portant extension de la convention collective
nationale de la miroiterie, de la transformation et du négoce du verre du
9 mars 1988 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 3 juillet 2008 relatif au salaire minimum conventionnel
mensualisé et à la prime d'ancienneté, conclu dans le cadre de la convention
collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 avril 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de
la miroiterie, de la transformation et du négoce du verre du 9 mars 1988, les

dispositions de l'accord du 3 juillet 2008 relatif au salaire minimum conventionnel mensualisé et à la prime d'ancienneté, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 mai 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBRELLE

Nota. — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/43, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.